

Assemblée des Citoyens du Monde

Paris le samedi 26 janvier 2013

Sommaire

Participation

Présents	p. 2
Ouverture par Roger Winterhalter et Daniel Durand	p. 2

Textes et projets

Pour le droit à la souveraineté alimentaire	p. 3
Charte Mondiale des Migrants	p. 4-6
Union Pacifiste : motion de congrès.	p. 7
Liste d'honneur des prisonniers pour la paix	p. 7
Libérez Liu Xiaobo et Liu Xia	p. 8
Concernant la situation tragique que vivent les Tibétains	p. 9
La marche des Citoyens du Monde	p. 10-11
Initiatives citoyennes de la Maison de la Citoyenneté Mondiale de Mulhouse	p. 12
École Citoyenne du Monde à Goma	p. 13
Exposition sur Albert Camus	p. 14
Démocratie Réelle Maintenant	p. 14
Jeux Mondiaux de la Paix	p. 14-15
Roms de Saint-Denis : pas d'expulsion sans relogement	p. 16
Luanda (Angola) pas d'expulsion sans relogement	p. 16
Grandes conférences de Verviers	p. 16
Vers un statut du "réfugié environnemental/climatique"	p. 17
Légitimation	p. 17

2. Réunion statutaire

Nouveau siège	p. 18
Nouveau Bureau	
Communication	

Démocratie de projets

L'objectif de cette rencontre est le **partage, la reconnaissance mutuelle des actions et des projets** qui peuvent être portés par des associations ou des individus, puis de leur apporter une légitimité au vu de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

"je viens avec un projet, je repars porteur de plusieurs projets"

Sont présents : Roger Winterhalter, Daniel Durand, Olivier d'Argenlieu, Philippe Vacheyrou, Vincent Peingnez, Pierre Tournier, Danièle Charier, Claudine Tournier, Yves Angelloz, Kinkani N'Kanu Fernando, Marie Carlens, Fabienne Engles, Tristan Philippot, Brigitte Carraz, Mohamed Mahfoud Gherbi, Marie-Françoise Lamperti, Sambologo Ouedraogo, Biam Yao Richard.

Animateur : Roger Winterhalter
Modérateur : Daniel Durand
Secrétaire : Marie Carlens
Synthèse : Brigitte Carraz

Se sont excusés : Gilliane Le Gallic*, Joël Labbé*, Landing Niassy* (**3 procurations spontanées), Iris Nguyen, Marc Garcet, Jean Verstraeten, Serge Lapisse, Liliane Metz-Krencker, Florian Ruymen, Alain Million, Raoul Gimonneau, Bernard Muet, Françoise Maquin, Gilbert Descossy, Alain Connan, Claudine Fischer, Serge Levillayer, Peter Davidse, Mokrane Abdelli, Thierry Botétéme, Mokded Assila, René Wadlow

Organisations effectivement représentées (officiellement ou non)

Agir pour les Droits de l'Homme, 43 rue Charles Silvestri, 94300 Vincennes (France)

Alofa Tuvalu, 30 rue Philippe Hecht 75019 Paris

Association France Mission 35/E Bd Aristide Briant, Appt 34, 93100 Montreuil

Association pour la Promotion de la Solidarité Les Nids, 49190 St Aubin de Luigné

Association Rhin Supérieur Oberrhein - Maison de la Citoyenneté Mondiale

20 rue Paul Schutzenberger, 68200 Mulhouse

Comité pour le Congrès des Peuples 66 boulevard Vincent Auriol, 75013 Paris

Internationale des Résistants à la Guerre, 5 Caledonian Rd, London N1 9DX, Grande Bretagne

Jeux Mondiaux de la Paix, La Gauthière, 01200 Bellegarde sur Valserine

Registre des Citoyens du Monde, 66 boulevard Vincent Auriol, 75013 Paris

Solidarité Mondiale contre la Faim, 1, ruelle Haute, 21120 Gemeaux

Union Pacifiste de France, Boîte Postale 196, 75624 Paris cedex 13

Accueil par Roger Winterhalter

Nous sommes réunis pour nous faire plaisir, pour créer des liens pour bâtir le monde de fraternité dont nous rêvons. Et nous allons le bâtir avec des projets, sans prétention, sans l'obsession des règlements, et sans règlement de compte. "On vient avec un projet, on repart avec plusieurs", c'est copié sur le slogan du Magasin pour rien dont on parlera ensuite. Nous allons nous intéresser à des projets qui concernent le monde entier, parce que "les affaires du monde, c'est les affaires de tout le monde" Nous allons ouvrir la Banque du Rêve ! Invité du cœur : Mahfoud; compagnon de lutte pour la libération de l'Algérie, c'est le "frère" de Roger qui est devenu citoyen du monde au cours de cette période de résistance.

"Convergences" Introduction par Daniel Durand:

- 1. Nous venons d'univers différents mais nous avons des convergences.
- 2. Après l'échec de la session de Zagora, il fallait que l'initiative vienne des citoyens pour une démarche dans laquelle ils pourraient exprimer leurs attentes et leurs projets. Travaillons pour une démocratie de projets et non pour soutenir des "carrières" politiques.
- 3. Déclaration Universelle des droits de l'Homme: en 2008 un débat sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme a révélé que l'application des droits et libertés reposait sur le travail incessant de tous individus et organes de la société, dans le cadre d'un régime de droit dont l'autorité est confiée à des personnes élues au suffrage des citoyens. Les textes étudiés dans la journée revendiquent ces droits et libertés ou établissent des projets d'éducation d'information et d'action qui vont dans ce sens. Nous voulons en faire des actes s'inscrivant le droit mondial en émergence. A ce jour, le Congrès des Peuples est la seule institution au monde à tenter de concrétiser le défi posé par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Le Congrès des Peuples est composé de "tous individus et organes de la société" (ASCOP, avec 120 organisations adhérentes) qui font un travail de proposition législative, et d'élus qui ont du fait de leur élection "autorité" pour dire le droit.

Pour le droit à la souveraineté alimentaire

La parole est donnée à Danièle Charier, secrétaire fédérale adjointe de Solidarité Mondiale contre la Faim (SMF)

SMF est issu d'une commission des Citoyens du Monde "Faim et Développement", en 1982. L'association a reçu l'agrément du Congrès des Peuples la même année comme étant représentative de ce que pourrait être une Institution Mondiale de Solidarité.

SMF développe la mutualisation du développement : des personnes se solidarisent pour le financement de projets et un projet développé doit être capable de financer un autre projet. Le financement se fait sur contrat de solidarité.

La cotisation minimale annuelle est égale à sa propre ration alimentaire quotidienne. Cotiser plus est possible. Il y a actuellement environ 1200 membres dans 32 pays, mais actuellement le nombre de membres diminue, et donc aussi les capacités de financements.

En mars 2012 SMF a voté un texte de soutien à la marche mondiale pour la justice "Jan Satyagraha", initiée par le mouvement indien Ekta Parishad. **SMF** propose aujourd'hui qu'une adaptation de ce texte soit adoptée par l'Assemblée des Citoyens du Monde. (texte ci-contre)

Lecture faite de ce texte (à deux reprises), l'assemblée l'a voté à l'unanimité à main levée.

Pour la justice, le droit à l'alimentation, à la terre, à l'eau, aux semences, aux forêts

En ce XXIème siècle, plus d'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim. Toutes les 4 secondes, une personne meurt des conséquences de la malnutrition, en majorité des enfants de moins de 5 ans. 25 % de la population mondiale consomment 85 % des richesses disponibles et, chaque année, 30 % de ressources en plus de ce que la planète peut régénérer sont utilisées.

La moitié des habitants de notre monde sont agriculteurs dont les 3/4 travaillent encore uniquement à la main. Assurer à ces paysans les conditions requises pour qu'ils puissent vivre de leur travail est l'un des enjeux majeurs d'un développement durable, pour que la violence ne soit pas la seule alternative de millions de pauvres, affamés, spoliés, corvéables et déplacés vers les bidonvilles des grandes métropoles.

La terre, l'eau, les semences, les forêts, les minerais - biens communs de l'humanité - sont accaparés par les investisseurs avec l'assentiment des États ou dans leur impuissance. Partout sur la planète, exploitations minières ou forestières, grands barrages, zones touristiques, monocultures hyper-intensives d'exportation à base d'OGM ou production d'agro-carburants remplacent les cultures vivrières. Cet accaparement des terres s'amplifie.

Parallèlement, l'afflux sur les marchés des pays du Sud de denrées alimentaires produites dans les pays riches avec d'énormes moyens mécaniques et massivement subventionnées génère une concurrence déloyale qui ruine les paysanneries locales.

L'Assemblée des Citoyens du Monde est convaincue de la nécessité de mettre en lumière les questions fondamentales de justice sociale et économique: partage des richesses, accès aux ressources naturelles, souveraineté alimentaire, dettes des pays pauvres, place des plus démunis dans nos sociétés, rôle des femmes, mais aussi démocratie participative, responsabilités des sociétés multinationales et du système financier international, choix d'un modèle de vie et de développement durable et équitable pour tous. Il ne s'agit pas d'assister les populations en situation de misère, mais de reconnaître leurs droits aux ressources indispensables à la vie, de permettre leur travail et favoriser leur initiative.

Nous invitons les citoyens et les organisations de la société civile à revendiquer, de manière déterminée et pacifique, auprès des instances internationales (ONU, FAO, OMC, Union européenne, OCDE, G 20, Banque mondiale, etc.), **le droit d'accès des populations locales aux ressources naturelles (terre, eau, semences, forêts, etc.), ce qui implique de compléter les législations existantes par des mécanismes de régulation et de contrôle. Pareillement, le droit à la souveraineté alimentaire doit être reconnu comme supérieur aux droits du commerce et de l'investissement.**

Texte adopté à Paris le 26 janvier 2013

Charte Mondiale des Migrants

La parole est à **Daniel Durand**

Le **Forum Mondial des Migrants** était une partie intégrante du Forum Social Mondial, de 2006 à 2011. Ce sont au total des milliers de personnes qui ont fait plusieurs propositions, puis une synthèse qui a été débattue et proclamée lors d'une réunion tenue sur l'Île de Gorée (Dakar, Sénégal), le 4 février 2011. Cette charte a été immédiatement proposée à l'adoption des individus et des organisations membres de l'ASCOP. La campagne a duré de

février à août 2011, et a déjà recueilli la signature de quelques Délégués au Congrès des Peuples. L'adoption officielle de cette charte par l'Assemblée des Citoyens du Monde sera une manière d'ouvrir un processus pour légitimer cette charte et en faire un instrument juridique.

Le texte (un peu long) de la charte a été largement distribué lors de l'invitation à la réunion. Il affirme les droits de l'homme quels que soient son origine ou son lieu de naissance. Il n'en est pas fait lecture en réunion. **Approuvé à l'unanimité.**

Voir le texte et l'état des signatures ci-dessous

Charte Mondiale des Migrants

Proclamée par l'Assemblée Mondiale des Migrants, à Gorée (Sénégal) le 4 Février 2011
Adoptée par l'Assemblée des Citoyens du Monde (ASCOP) à Paris le 26 janvier 2013

"Les personnes migrantes sont les cibles de politiques injustes. Celles-ci, au détriment des droits universellement reconnus à chaque personne humaine, font s'opposer les êtres humains, les uns aux autres en utilisant des stratégies discriminatoires, fondées sur la préférence nationale, l'appartenance ethnique, religieuse ou de genre.

Ces politiques sont imposées par des systèmes conservateurs et hégémoniques, qui cherchent à maintenir leurs privilèges en exploitant la force de travail, physique et intellectuelle des migrants. Pour cela, ils utilisent les prérogatives exorbitantes permises par la puissance arbitraire de l'État Nation et du système mondial de domination hérité de la colonisation et de la déportation. Ce système est à la fois caduque, obsolète et génère des crimes contre l'humanité. C'est la raison pour laquelle il doit être aboli.

Les politiques sécuritaires mises en place par les États Nations font croire que les migrations sont un problème et une menace alors qu'elles constituent depuis toujours un fait historique naturel, complexe, certes, mais qui loin d'être une calamité pour les pays de résidence, constituent un apport économique, social et culturel inestimable.

Les migrants sont partout privés du plein exercice de leur droit à la liberté de circulation et d'installation sur notre planète.

Ils sont également privés de leurs droits à la paix ainsi que de leurs droits économiques, sociaux, culturels, civiques et politiques pourtant garantis par différentes conventions internationales.

Seule une large alliance des personnes migrantes pourra promouvoir l'émergence de droits nouveaux pour toute personne de par sa naissance sans distinction d'origine, de couleur, de sexe ou de croyance. Pour cela, cette alliance des migrants devra leur permettre, autour de principes éthiques, de contribuer à la construction de nouvelles politiques économiques et sociales. Elle devra leur permettre aussi de contribuer à une refonte de la conception de la territorialité et du système de gouvernance mondiale dominant actuel et de son soubassement économique et idéologique.

C'est pourquoi nous, migrants du monde entier, à partir des propositions qui nous sont parvenues depuis 2006 et après une large discussion à l'échelle planétaire, adoptons la présente Charte Mondiale des Migrants.

Notre ambition est de faire valoir à partir des situations que vivent les migrants dans le monde, le droit pour tous de pouvoir circuler et s'installer librement sur notre planète, et de contribuer à la construction d'un monde sans murs.

Pour cela, nous, personnes migrantes qui avons quitté notre région ou pays, sous la contrainte ou de notre plein gré et vivons de façon permanente ou temporaire dans une autre partie du monde, réunies les 3 et 4 février 2011 sur l'Île de Gorée au Sénégal,

Nous proclamons,

Parce que nous appartenons à la Terre, toute personne a le droit de pouvoir choisir son lieu de

résidence, de rester là où elle vit ou de circuler et de s'installer librement sans contraintes dans n'importe quelle partie de cette Terre.

Toute personne, sans exclusion, a le droit de se **déplacer librement** de la campagne vers la ville, de la ville vers la campagne, d'une province vers une autre. Toute personne a le droit de pouvoir quitter n'importe quel pays vers un autre et d'y revenir.

Toutes dispositions et mesures de restriction limitant la liberté de circulation et d'installation doivent être abrogées (lois relatives aux visas, laisser-passer, et autorisations, ainsi que toutes autres lois relatives à la liberté de circulation).

Les personnes migrantes du monde entier doivent **jouir des mêmes droits que les nationaux** et citoyens des pays de résidence ou de transit et assumer les mêmes responsabilités dans tous les domaines essentiels de la vie économique, politique, culturelle, sociale et éducative. Ils doivent avoir le droit de voter et d'être éligible à tout organe législatif au niveau local, régional et national et d'assumer leurs responsabilités jusqu'à la fin du mandat.

Les personnes migrantes doivent avoir le **droit de parler et de partager leur langue maternelle**, de développer et faire connaître leurs cultures et leurs coutumes traditionnelles, à l'exception de toute atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes et dans le respect des droits humains. Les personnes migrantes doivent avoir le droit de pratiquer leurs religions et leurs cultes.

Les personnes migrantes doivent jouir du **droit d'avoir un commerce** là où elles le désirent, de se livrer à l'industrie ou à l'exercice de tout métier ou de toute profession permis au même titre que les citoyens des pays d'accueil et de transit ; cela de façon à leurs permettre d'assumer leur part de responsabilité dans la production des richesses nécessaires au développement et l'épanouissement de tous.

Le **travail** et la **sécurité** doivent être assurés à toutes les personnes migrantes. Quiconque travaille doit être **libre d'adhérer à un syndicat** et/ou d'en fonder avec d'autres personnes. Les personnes migrantes doivent recevoir un salaire égal à travail égal et doivent avoir la possibilité de transférer le fruit de leur travail, les prestations sociales et de jouir de la retraite, sans aucune restriction. Tout cela, en contribuant au système de solidarité nécessaire à la société de résidence ou de transit.

L'accès aux prestations des services de banques et d'organismes financiers doit être assuré à toutes les personnes migrantes de la même manière que

celui accordé aux nationaux et citoyens des pays d'accueil.

Tout le monde a le **droit à la terre**, qu'ils soient hommes ou femmes. La terre doit être partagée entre ceux qui y vivent et qui la travaillent. Les restrictions à l'usage et à la propriété foncière imposées pour des raisons d'ordre ethnique, national et/ou sur le genre, doivent être abolies ; cela au profit d'une nouvelle vision d'une relation responsable entre les humains et la terre, et dans le respect des exigences du développement durable.

Les personnes migrantes, au même titre que les nationaux et citoyens des pays de résidence ou de transit, doivent être égales devant la loi. Nul ne doit être séquestré, emprisonné, déporté ou voir sa liberté restreinte sans que sa cause ait été équitablement et préalablement entendue et défendue dans une langue de son choix.

Les personnes migrantes ont le droit à l'**intégrité physique** et à ne pas être harcelées, expulsées, persécutées, arrêtées arbitrairement ou tuées en raison de leur statut ou parce qu'elles défendent leurs droits.

Toute loi qui prévoit une discrimination fondée sur l'origine nationale, le genre, la situation matrimoniale et/ou juridique ainsi que sur les convictions doit être abrogée, quelque soit le statut de la personne humaine.

Les *droits humains sont inaliénables et indivisibles* et doivent être les mêmes pour tous. La loi doit garantir à toutes les personnes migrantes le droit à la **liberté d'expression**, le droit de s'organiser, le droit à la **liberté de réunion** ainsi que le droit de publier.

L'accès aux services de **soin** et à l'**assistance sanitaire** doit être garanti à toutes personnes migrantes, au même titre que les nationaux et les citoyens des pays d'accueil et de transit, avec une attention particulière aux personnes vulnérables. A toute personne migrante vivant avec un handicap doivent être garantis le droit à la santé, les droits sociaux et culturels.

La loi doit garantir à toute personne migrante le droit de choisir son partenaire, de fonder une famille et de vivre en famille. Le regroupement familial ne peut lui être refusé et on ne peut la séparer ou la maintenir éloignée de ses enfants.

Les femmes, tout particulièrement, doivent être protégées contre toute forme de violence et de trafic. Elles ont le droit de contrôler leur propre corps et de rejeter l'exploitation de celui-ci. Elles doivent jouir d'une protection particulièrement

renforcée, notamment en matière de condition de travail, de santé maternelle et infantile, ainsi qu'en cas de changements de leur statut juridique et matrimonial.

Les migrants mineurs doivent être protégés par les lois nationales en matière de protection de l'enfance au même titre que les nationaux et les citoyens de pays de résidence et de transit. Le droit à l'éducation et à l'instruction doit être garanti.

L'accès à l'éducation et à l'instruction, du préscolaire à l'enseignement supérieur, doit être garanti aux personnes migrantes et à leurs enfants. L'instruction doit être gratuite, et égale pour tous les enfants. Les études supérieures et la formation technique doivent être accessibles à tous dans une nouvelle vision du dialogue et du partage des cultures. Dans la vie culturelle, dans les sports et dans l'éducation, toute distinction fondée sur l'origine nationale doit être abolie.

Les personnes migrantes doivent avoir **droit au logement**. Toute personne doit avoir le droit

d'habiter dans l'endroit de son choix, d'être décentement logée et d'avoir accès à la propriété immobilière ainsi que de maintenir sa famille dans le confort et la sécurité au même titre que les nationaux et citoyens de pays d'accueil et de transit.

A toutes personnes migrantes, il faut garantir le droit à une alimentation saine, et suffisante, et le droit à l'accès à l'eau.

Les personnes migrantes ambitionnent d'avoir l'opportunité et la responsabilité, au même titre que les nationaux et les citoyens de pays d'accueil et de transit, de faire face ensemble aux défis actuels (logement, alimentation, santé, épanouissement...).

Nous nous engageons à respecter et promouvoir les valeurs et principes exprimés ci-dessus et à contribuer ainsi à la disparition de tout système d'exploitation ségrégationniste et à l'avènement d'un monde pluriel, responsable et solidaire."

Cette charte a été approuvée par les Délégués élus au Congrès des Peuples suivants :

Abdelli Amokrane Mohamed, Marie-Louise Duboin, Roger Winterhalter, Gilliane Le Gallic, Landing Niassy, Vincent Peingnez, Yves Angelloz, Marie-Françoise Lamperti

Liste des Signatures recueillies lors de la campagne de février à août 2011

Organisations

Alliance pour la Culture, l'Enfance, la Femme, l'Environnement, Dakar Sénégal
Assemblée des Citoyens du Monde (transnational)
Association pour la Promotion de la Solidarité, St-Aubin, France
Cercles de Résistance Paris-Sud
Planète-Couleurs, Binges, France
Pont Universel, Sorens, Suisse
Registre des Citoyens du Monde (transnational)
Réseau Citoyens du Monde (transnational)
Solidarité Mondiale contre la Faim (transnational)

Signatures individuelles

Alain Bal, Binges, France, **Alain Noël Njiokem Kwatchou**, Nkongsamba Cameroun, **Annick Bal-Cardeur**, Binges, France, **Boucenna Abdelmaghid**, Mulhouse, France, **Daniel Adam**, Les Méés, France, **Daniel Durand**, Saint-Aubin, France, **Michel Cadiou**, **Sylvie von Segebade-Marty**, Paris, France, **Seletti Janie** - Brive la Gaillarde, France, **Jocelyne Bretton**, Perroy, Suisse, **Laurent Son**, Paris, France, **Jean Bourgeois**, Jemelle, Belgique, **Bruce Eggum**, Gresham, Wisconsin, USA, **Claude Jousseume**, Andresy, France, **Georges Bertin**, Angers, France, **Marc Blasbans**, **Durbuy**, France, **Christian Masson**, Nice, France, **Bruno Combes**, Charenton le Pont, France, **Jean Ferrer**, Saint Nazaire, France, **Pascal Joyeux**, Fumel, France, **Chantal Humbert-de-Gand**, Agen, France, **Colette Prouteau**, Paris, France, **Komi Mensa B. Gbogotse**, Conakry, Guinée, **Corine Grandclaude**, Toulouse, France, **Merlin Ngatchou**, France, **Etienne Segueda**, Ziniare, Burkina Faso, **Anne-Marie Beneix**, Brive, France, **Eric Vergniol**, Mazamet, France, **Mahamat Hassan**, Douala, Cameroun, **Jean-Paul Dalibard**, **Jean-Claude Fajeau**, Bienne, Suisse, **Pierre Mens**, France, **Alexandre Ouimet**, Laval, Quebec, Canada, **Claudine Fischer**, Corcelles, Suisse, **Karl Kpodo**, Lartebiokorshie, Ghana, **Bernard Muet**, Brive, France, **Jacqueline Muet**, Brive, France, **Bernard Clavel**, La Côte Saint-André, France,

Archives courrielles conservées par la coordination de l'ASCOP

Union Pacifiste : motion de congrès.

La parole est donnée à **Tristan Philippot**.. L'Union Pacifiste de France a été créée il y a un peu plus de 50 ans. L'UPF agit contre toute formation militaire et pour le désarmement unilatéral. Elle inscrit son action actuelle dans le texte court ci-après.

Dans une société en perte de son humanité, l'Union pacifiste, section française de l'Internationale des résistants à la guerre (IRG), réunie en congrès à Paris les 15 et 16 septembre 2012

- alerte contre l'embrigadement militariste de la jeunesse,
- estime que les expulsions de Roms et des autres migrants sont inutiles, violentes, stériles, dispendieuses et dégradantes,
- apporte son appui aux villageois de l'île de Jeju (Corée du Sud) en lutte contre l'installation d'une base navale militaire, de surcroît dans un site protégé et inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco,
- soutient des déserteurs, insoumis, objecteurs de conscience de tous pays,
- demande le retrait total (sans redéploiement) des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique,
- dénonce une fois de plus le néocolonialisme de la Françafrique,
- appelle à la dissolution de l'Otan et de toutes les alliances militaires,
- réaffirme que le commerce des armes enrichit les " profiteurs de guerre " tout en appauvrissant les populations.

Pour l'Union Pacifiste de France, le désarmement unilatéral (abolition des armes et des armées françaises) est la seule position réaliste pour mettre fin au terrorisme des États et au pouvoir militaro-industriel, afin de construire une société plus juste et pacifique.

Suit un échange entre les participants duquel il résulte que l'Assemblée des Citoyens du Monde peut prendre acte de cette action pacifiste en France. **Elle l'approuve et l'encourage par un vote à l'unanimité tout en élargissant le néocolonialisme de la Françafrique aux nombreuses situations assimilables à travers le monde.**

L'Assemblée rappelle les nombreux liens qui ont existé et donc certains existent encore entre l'UPF et les Citoyens du Monde, notamment par l'action de Renée Marchand, Georges Krassovsky, mais aussi par la participation de l'UPF à quelques élections au Congrès des Peuples. L'UPF et le Registre des Citoyens du Monde se partagent le local du 66 boulevard Vincent Auriol.

Liste d'honneur des prisonniers pour la paix

Un autre monde est possible ! un monde sans guerre, basé sur la confiance, la citoyenneté, la solidarité transnationale, un monde fait pour le plein épanouissement de l'être humain et non plus un monde dans lequel on utilise l'humain pour servir les intérêts particuliers des groupes financiers et des États corrompus. Des jeunes "appelés" à servir leur "patrie" refusent tout militarisme et prônent une société de paix. C'est leur engagement et ils le paient très cher, puisqu'ils sont emprisonnés !

La parole est à **Tristan Philippot**

L'Union Pacifiste de France est affiliée à l'Internationale des Résistants à la Guerre. War Resisters' International (IRG-WRI)

Régulièrement, l'Internationale des Résistants à la Guerre publie une liste des prisonniers pour la paix. <http://wri-irg.org/node/4720>. Il s'agit essentiellement de jeunes objecteurs de conscience pour lesquels l'IRG propose de soutenir ceux qui, refusant de tuer, risquent leur liberté. Chaque année, le 1er décembre est considéré comme la Journée des Prisonniers pour la Paix ; principalement à cette occasion mais aussi tout au long de l'année, il est possible d'écrire aux prisonniers. La liste publiée en novembre 2012 comprend 69 personnes dans les pays suivants : Arménie, Azerbaïdjan, Erithrée, Finlande, Inde, Israël, Corée du Sud, Turkménistan, USA.

L'Assemblée des Citoyens du Monde insiste pour que ces "prisonniers d'honneur" soient particulièrement soutenus car ils sont emprisonnés en raison de leurs opinions personnelles et des actes non-violents posés en cohérence avec leurs idées. L'Assemblée s'associe pleinement à l'initiative de l'Internationale des Résistants à la Guerre, et souhaite voir cette liste d'honneur élargie à tous les prisonniers d'opinion qui oeuvrent au bien de l'humanité, pour la paix.

Cette motion est adoptée à l'unanimité.

Libérez Liu Xiaobo et Liu Xia

La parole est à **Marie-Françoise Lamperti**

Liu Xiaobo est un intellectuel chinois de premier plan, un militant pro-démocratie, mais aussi le seul Prix Nobel de la Paix à être emprisonné. Le Professeur Liu, défenseur des droits de l'homme de longue date, a été condamné à 11 ans de prison en 2009 après avoir contribué à la rédaction de la Charte 08. Ce manifeste politique appelait à une réforme démocratique pacifique, à un respect plus grand des droits fondamentaux en Chine et à la fin du règne du parti unique. Après avoir arrêté le professeur Liu, la police l'a maintenu en détention sans retenir de charges contre lui et sans lui donner accès à son avocat, pendant six mois. Le gouvernement a empêché la femme du professeur Liu, les diplomates étrangers et la presse d'assister à son procès.

Le 8 octobre 2010, le Comité Nobel norvégien a pris la décision courageuse de remettre au professeur Liu le Prix Nobel de la Paix en reconnaissance de son "combat long et non-violent en faveur des droits fondamentaux en Chine".

Deux ans plus tard, le professeur Liu et Liu Xia sont toujours détenus. Bien que les Nations Unies considèrent l'emprisonnement du professeur Liu et l'assignation à résidence de Liu Xia comme des violations du droit international, le gouvernement continue de les priver de tout contact avec le monde extérieur.

Un appel a été lancé par 133 lauréats des prix

Nobel, sur l'initiative de Desmond Tutu, prix Nobel de la Paix.

Répondant à cet appel, un collectif a été créé, constitué d'organisations de la société civile parmi lesquelles l'association "Agir pour les Droits de l'Homme", membre de l'ASCOP,. Plus de 200.000 personnes ont signé les pétitions proposées.

Dans l'échange qui a suivi cette information, il a été dit que le soutien de cette action se rattachait à la proposition de ne pas emprisonner quelqu'un pour ses idées. Liu Xiaobo pourrait figurer au nombre des prisonniers pour la paix. Cependant, les titres "Nobel" présentent une opportunité médiatique qu'on ne peut pas ignorer. Pour faire avancer des idées, pour mettre en place des actions, nous avons parfois besoin de personnes, de leur image, ainsi mises au premier plan par les médias.

En conclusion, et à l'unanimité constatée par un vote à main levée, l'**Assemblée des Citoyens du Monde** :

- **dénonce** cette violation flagrante du droit fondamental à un procès équitable et à la liberté d'expression
- **se prononce pour** la libération de Liu Xiaobo en solidarité avec tous ceux, connus et inconnus, qui sont emprisonnés pour leurs idées et leur combat pour la démocratie".

Concernant la situation tragique que vivent les Tibétains.

Le sujet est présenté par **Marie-Françoise Lamperti**

Depuis les manifestations de moines bouddhistes à Lhassa en 2008, la ville est en état de siège. L'armée chinoise y a positionné ses chars, ses patrouilles, ses tireurs embusqués assurant ainsi la terreur et le musellement de la population. La situation s'apparente à une loi martiale non déclarée.

Depuis les manifestations de moines bouddhistes à Lhassa en 2008, la ville est en état de siège. L'armée chinoise y a positionné ses chars, ses patrouilles, ses tireurs embusqués assurant ainsi la terreur et le musellement de la population. La situation s'apparente à une loi martiale non déclarée.

Cela se traduit par la violation journalière des droits de l'homme mais également la suppression des libertés fondamentales notamment celles de se rassembler, de manifester.

En outre, depuis 2011, les mesures répressives se sont accrues en particulier dans la zone du monastère de Kirti, province du Sichuan. Des policiers patrouillent autour du monastère et nul ne peut y accéder. Les médias étrangers se sont vus interdire l'accès aux régions du Tibet en proie aux troubles, et la télévision chinoise n'a pas relayé les actions de protestation.

Les Tibétains qui se sont exprimés en demandant le respect de la liberté de pratiquer leur religion se sont vus emprisonnés, interrogés, torturés, et condamnés à de lourdes peines de prison.

Une cinquantaine de personnes se sont immolées par le feu depuis cette date.

Si, au départ ces immolations étaient le geste de moines et de nonnes, il est aussi aujourd'hui celui de civils dont certains sont des adolescents. Il s'explique par le désespoir profond de cette population, et c'est la seule forme de résistance qui leur reste accessible.

Les Tibétains condamnés à vivre dans un état de peur permanente, d'intimidations, de suspicions, préfèrent choisir la mort plutôt que de continuer à subir l'oppression.

Sous la direction du Dalaï Lama, ils sont appelés à respecter la non violence vis-à-vis des autorités chinoises. Par conséquent, l'immolation est un moyen de souffrir sans faire de mal aux autres. C'est aussi un moyen de protester contre l'aggravation de la répression chinoise.

Alors que ces gestes désespérés ne peuvent qu'amener de la compassion pour des personnes en

grande souffrance, le gouvernement chinois les considère comme des actes terroristes.

Consciente de l'universalité de sa responsabilité, **l'Assemblée des Citoyens du Monde se déclare attentive et inquiète face à cette situation** qui porte atteinte aux valeurs les plus fondamentales de l'être humain. Elle demande

- **pour les Tibétains** le respect de leur identité culturelle et religieuse, le respect des droits humains et la possibilité de pratiquer librement leur religion.
- **à la Chine** d'arrêter sa politique de répression envers la population, et d'accorder aux journalistes et diplomates étrangers le libre accès à cette partie du monde.
- **aux Etats démocratiques** d'intervenir auprès de la Chine pour la reprise du dialogue et la cessation de la violence,

Débat :

Ce texte est une adaptation d'une campagne de lettres à l'initiative de l'association France-Tibet. Plusieurs membres de cette association sont Citoyens du Monde et c'est par l'action de ces derniers que l'Assemblée des Citoyens du Monde et le Congrès des Peuples se trouvent interpellés.

Pour la Chine, ce qui est important, ce sont les ressources du sous-sol. Toute cette politique de répression avec emprisonnements et tortures, ne vise qu'à laisser le champ libre aux opérateurs économiques. Les immolations en sont l'aboutissement.

L'Assemblée des Citoyens du Monde insiste particulièrement pour remettre cette situation particulière du Tibet dans son universalité "**...comme pour d'autres peuples, dans leurs diversités particulières, qui subissent une situation d'oppression**".

Brigitte propose que nous soutenions les motions particulières de ces combats précis en les intégrant dans une position plus générale de soutien aux populations et peuples opprimés par des pouvoirs ou des positions totalitaires. Yves préfère que l'on accorde notre soucis et toute notre attention à ceux-ci, sans que on leur communique un soutien inconditionnel.

Sous cette réserve, le texte est adopté à l'unanimité moins une abstention.

La marche des Citoyens du Monde

Vers une Fédération Mondiale des Nations

La marche irrésistible des Citoyens du Monde

L'être humain n'a jamais vécu en solitaire. Il a toujours vécu au sein de communautés. Des communautés de plus en plus larges : village, clan, tribu, région, nation...

Cinq à dix mille ans d'histoire de l'humanité nous ont fait découvrir le rôle fondamental de trois composantes institutionnelles qui, sous des formes très diverses, sont toujours présentes au cœur de la vie des communautés humaines : des Règles qui s'imposent à tous, une Autorité en charge du bien commun, et une Représentation de la population qui, dans le meilleur des cas, édicte elle-même les règles et contrôle l'Autorité. La démocratie en est la forme la plus accomplie.

Vers le milieu du vingtième siècle, traumatisées par deux guerres mondiales successives qui avaient fait des dizaines de millions de morts et qui avaient consacré la fin de la suprématie de l'Europe sur le monde, cinquante et une nations ont créé en 1945 l'Organisation des Nations Unies, " *en vue de sauvegarder la paix et la sécurité internationale, et d'instituer entre les nations une coopération économique, sociale et culturelle* ". Ce faisant, et malgré quelques incitations à aller plus avant, elles se sont interdit de donner à cette Institution tout caractère supranational. Elles ont considéré, sans doute à juste titre dans le contexte du moment, que la priorité était d'affirmer la souveraineté inaliénable de chaque Etat à l'intérieur de ses frontières, héritées de l'histoire.

Quelques décennies plus tard, au tournant du vingt et unième siècle, les choses ont bien changé. Le développement accéléré des technologies dans tous les domaines de la vie sur la planète a aboli les distances entre les hommes : la Communauté de vie mondiale est devenue une réalité ! Comme toutes les communautés humaines, elle se doit donc d'être dotée d'une Représentation de sa population, de Règles qui s'imposent à tous dans les domaines clés de la vie planétaire - Maintien de la paix, préservation de l'environnement, régulation des échanges économiques, santé publique et mobilité

des populations - et d'une Autorité exécutive dotée de pouvoirs et de moyens suffisants pour intervenir efficacement quand les grands équilibres économiques et environnementaux ou les droits humains fondamentaux sont menacés quelque part sur la planète.

En l'absence d'Autorité supranationale, la planète se trouve livrée aux mains de ceux qui possèdent abondamment des capitaux ou des matières premières, et qui entendent les faire fructifier au mieux de leurs intérêts en se jouant des peuples et des frontières...

Il faut briser nos idées reçues ! Il faut admettre que l'État- nation, celui qui a façonné nos esprits, et dans lequel nous vivons encore aujourd'hui, ne constitue pas le stade ultime de l'organisation politique du monde. Mais c'est un fait que la plupart de nos dirigeants - Chefs d'États et de gouvernements, leaders politiques, hauts responsables des Administrations - sont encore prisonniers du sacro-saint principe de la souveraineté absolue des États. Ce n'est donc pas sur eux qu'il faut compter pour faire avancer les choses. C'est bien plutôt sur la volonté et la détermination des citoyens eux-mêmes, sur la pression qu'ils peuvent exercer sur les pouvoirs en place pour faire aboutir ce qui va être le projet politique majeur du vingt et unième siècle : la reconnaissance de la Citoyenneté mondiale, et la mise en place des Institutions qui en découlent.

L'enjeu est considérable, mais l'époque est favorable. Car la génération qui vient est libre du carcan psychologique qui a pesé sur ses aînées, et plus ouverte à la solidarité planétaire. C'est avec elle que nous pouvons apporter à l'organisation politique de la planète la clé de voûte qui lui manque : cette Fédération Mondiale des Nations qui est appelée à remplacer l'Organisation des Nations Unies de 1945, devenue aujourd'hui obsolète.

Plus que jamais, la marche pacifique mais résolue des Citoyens du monde vers l'unité de la planète est en route. Elle est irrésistible.

Olivier d'Argenlieu

La marche des Citoyens du Monde

Projet présenté par **Olivier d'Argenlieu**

Ce projet est presque lancé : Objet est de se préoccuper des institutions politiques contemporaines.

Après avoir présenté son parcours personnel de réflexion, Olivier affirme que nous allons vers une gouvernance mondiale basée sur les citoyens du monde, acteurs de leur société.

LA MARCHÉ est basée sur 3 idées qui résultent du survol de l'histoire humaine : les communautés humaines qui ont survécu ont en commun: des **REGLES**, une **AUTORITÉ** qui exerce le pouvoir selon les règles, et une certaine **REPRESENTATION** de la communauté qui fixe (dans le meilleur des cas) les règles = La démocratie répond à cette analyse. Dans la période récente, c'est l'ETAT-NATION qui la représente le mieux.

Ces communautés n'ont cessé d'être en rivalité pour la terre, les richesses. Donc des guerres, mais jusqu'à quand ?

Au 20e siècle, les deux cataclysmes qu'ont constitués les deux guerres mondiale ont fait prendre conscience de la nécessité de nouvelles structures politiques : la Société des Nations ; puis une deuxième après 1945 dont l'objectif était guidé par une déclaration magnifique: "faire quelque chose au dessus des États". Mais personne n'a osé toucher à cette notion souveraineté des nations.

Au début du 21 siècle, cette prise de conscience est générale : nos communautés de vie sont communales, régionales, nationales mais aussi

MONDIALES . Le niveau mondial est une réalité mais ne suit pas les règles pré-citées.

Mettons les en place !

Les responsables politiques par nature et par fonction sont focalisés sur la demande des électeurs: du pain et des jeux. A ce moment, avant la fin écriture de mon livre, j'ai rencontré des citoyens du Monde qui ont confirmé mon sentiment qu'on ne peut compter que sur nous, les citoyens mais encore faut-il savoir ce que l'on veut et il faut faire nombre. = C'est la "Marche" des citoyens du monde.

Dans les semaines qui viennent, il va être testé un petit opuscule qui demandera aux citoyens de rejoindre le groupe avec décompte en cours. Au contact des fédéralistes, on se rend compte de la richesse des travaux aujourd'hui : les solutions on les a, mais personne ne les applique.

7 personnes au départ, 70 en juin, en automne on continue, fin de l'année 7000 - 70.000 puis au delà de la France par structures d'accueil qui se relaient. Fin 2014 : 700.000 ; 2025 : 7 millions: on a gagné ! Pour faire pression pour changement de la charte de Nations Unies, dépassée aujourd'hui qui ne fait plus face aux défis actuels. Nous devons aller vers une Fédération Mondiale des Nations.

De l'échange qui a suivi cette présentation, il ressort une convergence totale quant au discours à tenir et aux objectifs à atteindre. Ce projet semble fédérateur. Ce projet est magnifique!!

Vote unanime et spontané!

Initiatives citoyennes de la Maison de la Citoyenneté Mondiale de Mulhouse

Brigitte Carraz présente l'ensemble des expériences menées par la Maison de la Citoyenneté Mondiale à Mulhouse. Voici quelques notes :

- La Table de la Fonderie est un restaurant solidaire : des personnes sans emploi y retrouvent une place dans la société. Les prix sont variables en fonction des revenus, dans une démarche de mixité sociale. C'est un lieu d'échange de l'économie solidaire pour s'inscrire dans le changement social.
- La Maison de la Citoyenneté Mondiale entretient des liens avec Ungersheim qui est une ville mondialisée et une ville "en transition", c'est-à-dire qu'elle recherche l'autonomie énergétique, agricole et intellectuelle : panneaux photovoltaïques, maraîchage et services divers.
- A Ungersheim une coopérative soutient des projets qui vont vers l'organisation des villes en transition : monnaie complémentaire, gestion communale par les citoyens, création d'un éco-hameau d'habitat coopératif bio-climatique. Ces expériences permettent aux personnes sans emploi de se former ; il est en effet important d'ouvrir cette démarche à tous les citoyens.
- Bâle: pratique d'agriculture urbaine.
- Planète 13: apprentissage de l'informatique et occasion de rencontre. Ce projet a inspiré le cyber-projet de Mulhouse qui a attiré des demandeurs d'emploi ... qui se sont retrouvés ensuite en "groupes de parole".
- Le "Magasin pour Rien" est un lieu particulier de convivialité, d'échange et d'action vers une économie solidaire. "Je viens avec un objet, je repars avec trois objets". En donnant une deuxième vie à des objets, on redonne une vie sociale aux usagers. De plus, ce genre d'action concrète attire les médias.

En annexe, on trouvera les textes de présentation de ces expériences.

- Une monnaie sociale complémentaire (Bâle) p. 20
- Des pratiques d'agriculture urbaine à la portée de tous (Bâle) p. 21
- Cyber-projets (Mulhouse) p. 22
- Groupe de Parole (Mulhouse) p. 23
- Planète 13 : [on accueille les "sans"] (Bâle) p. 24
- Magasin pour rien (Mulhouse) p. 25
- La Table de la Fonderie (Mulhouse) p. 26
- Tissons des liens (Mulhouse) p. 26
- Une coopérative à Ungersheim p. 27
- Mutuelle et prêts solidaires p. 28

Par un vote à l'unanimité, l'Assemblée des Citoyens du Monde reconnaît à l'ensemble de ces projets des valeurs d'éducation à la citoyenneté et à la fraternité.

Ecole Citoyenne du Monde à Goma

Daniel Durand présente la situation générale à Goma, où il s'est rendu en avril 2012, et le projet d'école citoyenne du monde conçu par l'association "Solidarité Bonne Volonté"

« **Solidarité Bonne Volonté** » est une association sans but lucratif de droit congolais créée en 2004 à l'Initiative des espérantistes et citoyens du monde de la Ville de Goma, à l'Est de la RDC. Elle pour mission: La promotion des droits de la personne humaine, l'encadrement des enfants orphelins et abandonnés, l'éducation, la lutte contre la pauvreté et le micro crédit. SBV a son siège à Goma/Nord Kivu/RDC. Et regroupe à son sein quinze membres actifs.

Depuis 1994 jusqu'aujourd'hui, la population de Goma et de toute la province du Nord Kivu a été victime de beaucoup d'atrocités. Naissance de plusieurs groupes armés qui enrôlent des jeunes de moins de 18 ans dans leurs rangs, nombreux cas de violences sexuelles, d'assassinats, de meurtres, de vols à main armée. Un nombre grandissant d'enfants orphelins et abandonnés (Solidarité Bonne Volonté prend en charge 35 enfants orphelins et abandonnés), des filles mères... La prostitution est devenue un fond de commerce pour les jeunes filles. Quant aux jeunes garçons, désespérés et en particulier ceux qui n'ont pas rejoint les groupes armés; ont de ce fait trouvé refuge dans la consommation de cannabis. Les guerres en répétition dans cette partie du monde n'ont pas épargné les habitants des différentes localités et différents villages du Nord Kivu. Ils ont été forcés d'abandonner leur milieu d'origine, abandonnant leur bétail, leurs champs. Conséquence le développement socio-économique de cette province ne cesse régresser. Le fait de vivre dans la clandestinité fait que les enfants à l'âge d'aller à l'école n'y vont pas...Toute le monde se déverse à Goma. Conséquence, la ville de Goma enregistre aujourd'hui une surpopulation composée des personnes désœuvrées, analphabètes, enfants orphelins et abandonnés et tous genres des criminels. Chacun gardant en tête les souvenirs amers des guerres. Ceci crée des divisions entre les différentes communautés, chacun accuse l'autre d'être à la base de ce qui est arrivé à la communauté. Notons que sous prétexte de protéger sa communauté, les enfants de moins de 18 ans sont victimes de la machination des leaders de leur communauté. Ils mettent dans leur tête des discours de haine et donc la seule voie de protéger les siens c'est de prendre les armes.

Vu ce qui précède,, notre association " Solidarité Bonne Volonté " a élaboré ce projet afin de contribuer au rétablissement de la paix et donner une culture de respect des droits de l'homme à la population de Goma. Ce projet consiste à la construction d'une école et des centres de formation.

Cette école abritera le niveau maternel, primaire et secondaire. Ici serait enseignés non seulement les cours relatifs à la législation congolaise en vigueur mais aussi, il sera inséré des cours de droits de l'homme tels que prescrits par la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 10 Décembre 1948, des cours d'éducation à la paix, des cours de leadership, des principes de la démocratie et des notions de spiritualité.

Éducation à la paix, à la citoyenneté

Par le cours d'éducation à la paix, Solidarité Bonne Volonté attend ancrer dans le mental des enfants une culture de paix et que cette paix devra être faite avec toute personne que l'on croiserait sur son chemin sans se référer à ses origines.

Le cours de droits de la personne humaine permettrait à tous de porter dans son âme que dans son mental, les valeurs qu'incarnent ces notions des **Droits de l'Homme**. Le respect qui serait porté vis-à-vis de ces droits permettrait non seulement de créer un climat de paix entre ceux qui les étudieraient mais aussi envers les membres de différentes communautés. La justice sociale, le développement socio-économique aussi seraient au rendez-vous. Comme on peut le comprendre, la mise en application et le respect de ces droits seraient donc une clé pour la démocratie et le développement intégral des habitants de Goma/Nord Kivu en particulier et ceux de la République Démocratique du Congo en général.

Voir une description plus complète du projet à la page de Solidarité Bonne Volonté (SBV est membre de l'ASCOP) un texte préparé par **Alphonse Waseka**

Pour présenter le dossier au financement de grandes institutions, l'association souhaite la caution morale de l'ASCOP et du Congrès des Peuples, et rester en liens étroits avec l'ensemble des organisations citoyennes du monde. **C'est par un vote à l'unanimité que l'Assemblée apporte cette caution morale.**

Exposition sur Albert Camus

projet présenté par **Marie-Françoise Lamperti**

Albert Camus, journaliste d'origine Nord-Africaine, connu pour son intégrité intellectuelle, son indépendance d'esprit et son engagement européen, était aussi un Citoyen du Monde convaincu. Un projet d'exposition sur sa vie et son oeuvre était élaboré à Aix en Provence ; à l'heure actuelle il n'est pas certain que ce projet devienne effectif. Chez les Citoyens du Monde, nous savons que la participation d'Albert Camus a été importante, et notamment par les encarts mondialistes qu'il a fait publier dans le journal Combat à 14 ou 15 reprises. L'idée de Marie-Françoise Lamperti est de rassembler des documents sur les relations d'Albert Camus avec le milieu des Citoyens du Monde, et d'en faire une exposition itinérante. La première exposition se ferait au Sénat, si Joël Labbé lui apporte le soutien nécessaire.

Mahfoud soutient très chaleureusement ce projet vu le lien de celui ci avec l'Algérie. Il suggère quelques lieux où une telle exposition serait la bienvenue.

L'Assemblée des Citoyens du Monde donne son accord complet sur ce projet par un vote à l'unanimité.

Démocratie Réelle Maintenant

Lors de la réunion préparatoire à cette Assemblée, **Benjamin Ball** avait expliqué que la Citoyenneté mondiale lui semblait être la réponse exacte. La simultanéité de plusieurs événements (une réunion importante a lieu à Lyon) l'a empêché d'être présent. Néanmoins l'Assemblée émet un vote unanimement favorable à cette démarche citoyenne.

Nous sommes des citoyens qui se sentent trahis par les institutions dites représentatives.

Nous voulons redonner à la politique un véritable sens qui à pour but le bonheur des peuples.

Nous récupérons la place publique pour en faire un lieu d'échanges et de réflexions quotidiennement, ouverte à tous!

JEUX MONDIAUX DE LA PAIX

La Charte

Considérant que la pratique régulière de l'activité physique et sportive à tous les âges de la vie, contribue largement à l'amélioration de la santé physique et morale de l'individu,

Persuadé que les rencontres sportives sont porteuses d'un climat d'émulation loyale et de rapprochement pacifique entre les peuples ; qu'elles ont de ce fait, un rôle à jouer dans la compréhension et l'amitié entre les Hommes et les Civilisations,

Affirmant que le sport de "compétition" doit demeurer au service du sport éducatif dont il est le couronnement et l'illustration,

Souhaitant qu'il contribue à la promotion de l'éducation physique et sportive pour tous, éducation dont la finalité est l'épanouissement et le perfectionnement de la personne humaine,

Le Comité International des Jeux Mondiaux de la Paix s'engage à oeuvrer :

- pour que les activités sportives s'ouvrent à tous, de l'enfance au crépuscule de la vie :
- faire du sport le compagnon de toute une vie
- pour que les rencontres sportives s'organisent par catégories d'âge bien distinctes, afin de donner une véritable signification à la performance sportive accomplie par l'individu, quel que soit son âge.
- pour que le sport s'insère au plus près de la nature.
- pour que le sport fasse partie intégrante de la culture pour que **Les Jeux Mondiaux de la Paix** soient :

F une étape d'un vaste mouvement en faveur des activités sportives pour tous, pour lutter contre les méfaits de nos civilisations.

F un moyen donné aux hommes et aux peuples du Monde, dans le respect mutuel de chacun, de pouvoir s'exprimer pacifiquement dans la joie, l'amitié, la fraternité et l'altruisme

F un lien privilégié d'échange d'idées, de pensées, de conseils, de conceptions sportives, philosophiques, politiques et religieuses entre les Hommes, le Mouvement Sportif International et les Civilisations.

F au-delà de ces rencontres sportives, une facette d'un humanisme nouveau au service du sport, de l'Homme et de la Paix.

Citoyen d'un même Pays : LE MONDE

**Citoyen d'une même Patrie :
L'HUMANITE**

JEUX MONDIAUX DE LA PAIX

Yves Angelloz, professionnel de la santé, a décrit dans un livre en 1981 les effets déplorables du surentraînement des jeunes sportifs, et le désarroi dans lequel ils se trouvent plongés lorsque l'heure de gloire ou de la meilleure forme physique vient à passer. Les enfants qui présentent quelques prédispositions deviennent des produits livrés aux spectateurs et aux médias. Le projet alternatif est de concevoir le sport comme compagnon de toute la vie. Il faut vider les tribunes en proposant aux spectateurs de pratiquer eux-mêmes le sport.

A côté des Jeux Olympiques qui s'adressent aujourd'hui à des sportifs professionnels, des sportifs amateurs, hommes et femmes de tous bords, médecins, kinési, professeurs, tous animés d'un esprit humaniste, citoyens du monde, ont mis en place en 1983 dans une petite ville française, Bellegarde sur Valserine, les premiers *Jeux Mondiaux de la Paix*. Ces jeux s'articulent autour de 5 axes intégrant dans une même manifestation toutes les dimensions de l'homme : -

- le sport, dimension de santé physique
- la culture, dimension de réflexion et d'intelligence
- l'humanisme, dimension de cœur et de générosité
- l'économie, dimension de relation matérielle
- la politique, dimension de citoyen du monde

les *Jeux Mondiaux de la Paix* sont un grand théâtre de rencontres entre les hommes et les peuples pour construire la paix de demain.

Création d'un terrain d'expérience : organisation de courses, de compétition de ski,...par catégories d'âge.

Les premiers *Jeux Mondiaux de la Paix* se sont déroulés à Bellegarde sur Valserine en 1983, puis ce fut Echirrolles, Neuchatel, Marignane, Ifrane, Dubaï, Rome. Il y a des projets pour d'autres Jeux en Jordanie, en Algérie, en Afrique du Sud ...

Un court échange s'installe pour évaluer les difficultés qui peuvent naître, lors de l'organisation de ces jeux, de l'implication politique ou politicienne. Ces jeux ne sont-ils pas une opportunité que peuvent saisir les régimes non démocratiques, ou certains politiciens dans leur quête du pouvoir ? Roger pense que le concept pourrait ne pas être réservé aux grandes manifestations, mais être également accessible à des communes plus petites.

Toujours est-il que **l'ensemble des participants à cette Assemblée des Citoyens du Monde apporte un soutien unanime à ce projet tellement concret.** Le vote réalisé est une invitation faite à tous les Citoyens du Monde et leurs élus de participer à de tels événements, de les faciliter et de promouvoir la paix, la fraternité et la démocratie mondiale par la promotion de l'homme dans toutes ses dimensions.

Les Jeux Mondiaux de la Paix sont membres de l'ASCOP.

Voir aussi le site officiel des Jeux : <http://www.jeuxmondiauxdelapaix.com/>



Pas d'expulsion sans relogement !

Rroms de Saint-Denis

A l'ordre du jour figurait la question des Rroms installés "Porte de Paris" à Saint-Denis. Ils sont une nouvelle fois menacés d'expulsion. Dans la préparation de cette réunion, **Laurent Son** avait proposé que l'Assemblée des Citoyens du Monde se prononce sur la base d'une pétition déjà signée par un bon nombre d'organisations habituellement impliquées dans la défense des droits de ces personnes. Cependant, Laurent a informé qu'il devait participer à une réunion le vendredi 25 janvier pour ensuite rendre compte de la situation qui est en pleine évolution. Laurent est absent ; néanmoins les participants à l'Assemblée des Citoyens du Monde souhaitent clairement signifier leur solidarité de principe et aussi l'affirmation qu'il ne doit jamais y avoir d'expulsion sans relogement. **Ce principe et cette affirmation reçoivent un vote quasi-unanime**, un seul participant a souhaité s'abstenir étant donné que le texte présenté n'est pas abouti.

Luanda (Angola)

La même revendication vaut aussi pour les habitants du quartier "Iraq-Bagdad" de Luanda, capitale de l'Angola.

Parmi les participants à cette Assemblée des

Citoyens du Monde se trouve **Fernando N'Kanu Kinkani**. Fernando est né en Angola. puis, en raison de la guerre d'indépendance, il s'est réfugié au Congo. Voici quelques années, les réfugiés sont revenus et plusieurs ont commencé à reconstruire le quartier dénommé "Iraq-Bagdad" avec des choix en lien avec les Citoyens du Monde et la création d'une rue "Espéranto". Mais en 2009, le gouvernement de l'Angola en a chassé les habitants, détruit toutes les constructions et a offert ce quartier à de riches promoteurs. Depuis, ce sont 4.000 familles qui vivent dehors, sans un endroit pour s'abriter. Plusieurs Citoyens du Monde (Fernando Kinkani, Michel Dialundama et d'autres) ont alors voulu saisir la justice, mais peine perdue, et ils ont dû fuir leur quartier, leur pays, car leur vie se trouvait menacée.

La question est de savoir comment porter plainte ? Comment faire valoir ses droits au logement ? ...

A l'unanimité, l'Assemblée des Citoyens du Monde dénonce la destruction du quartier "Iraq-Bagdad" à Luanda en 2009 ainsi que les conséquences pour les 4000 familles qui n'ont pas été relogées et vivent sans toit jusqu'à maintenant.

Grandes conférences de Verviers

Marie Carlens présente le projet de son groupe d'action à Verviers (Belgique).

Afin de conscientiser la population et les mandataires politiques locaux un cycle de grandes conférences est en cours d'organisation, sous l'égide d'Etiopia. De grands noms de divers milieux et de divers pays seront invités à s'exprimer sur les questions de sauvegarde de l'environnement et des cultures humaines. "Etiopia" est un centre d'animation et de recherche en Écologie politique. L'idée générale est d'inverser le sens de l'influence entre politique et culture. Est-ce la politique qui doit influencer la culture ? ou l'inverse ?

Ce projet de conférences reçoit le soutien unanime de l'Assemblée des Citoyens du Monde. Marie Carlens se charge de répercuter les résultats de ces conférences vers l'Assemblée des Citoyens du Monde.

Vers un statut du "réfugié environnemental/climatique"

L'Assemblée des Citoyens du Monde prend connaissance de la communication de **Gilliane Le Gallic**,

ALOFA TUVALU (Aimer Tuvalu), association franco-tuvaluenne, est née de la volonté de sauvegarder Tuvalu, la première nation menacée de submersion en raison des changements climatiques. Cet archipel de 26 km² - 9 îles perdues dans le Pacifique Sud - est le symbole de ce qui nous attend tous si nous n'y faisons rien.

Après un film « Nuages au paradis », tourné en 2003 sur la situation de l'archipel, et un second voyage fin 2004 pour recueillir l'adhésion de la population à son projet d'assistance, *Small is Beautiful*, Gilliane le Gallic, également initiatrice du Jour de la Terre dans les pays francophones en 1990, crée l'association en février 2005.

Small is Beautiful a pour objectif d'aider les Tuvaluens à survivre en tant que nation, en leur permettant, si possible, de rester sur la terre de leurs ancêtres.

“Small is Beautiful” entend contribuer :- au ralentissement des émissions de gaz à effet de serre et au respect des autres domaines du développement durable (en médiatisant les éléments du programme « Small is Beautiful » et en participant aux campagnes pour l'application des directives globales et pour l'éducation à de nouveaux réflexes individuels) - à la recherche de solutions d'adaptabilité sur place - et, le pire devant être envisagé : à la recherche de terres d'asile où recréer la nation de Tuvalu et à l'appui aux modalités de **mise en œuvre du statut de réfugié environnemental/climatique**.

L'objectif ultime : participer à un mouvement actif au niveau global dont les retombées représenteront autant d'outils pour la sauvegarde de notre environnement, autant d'espoirs d'une solution pour tous.

Lecture faite, il est procédé à un vote de soutien à l'ensemble du projet et notamment à l'attention que les Citoyens du Monde et leurs élus doivent porter à la mise en œuvre du statut de réfugié environnemental ou climatique. **Ce soutien est acquis à l'unanimité des participants.**

Légitimation

Nous Délégués au Congrès des Peuples élus par un corps électoral mondial réparti dans 114 pays, investis de l'autorité définie à l'article 21-3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme,

attestons que les textes et projets présentés ce jour concrétisent des aspirations citoyennes légitimes au vu de cette Déclaration Universelle des Droits de l'Homme,

demandons à tous responsables de toutes les sphères concernées de prendre en compte ces aspirations, textes et projets,

demandons à la future Assemblée Constituante Mondiale d'intégrer dans la constitution mondiale ces textes et ces projets ou leur philosophie comme éléments constitutifs d'un régime de droit et d'un ordre mondial tel que les droits et libertés énoncés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme puissent trouver plein effet.

Ces textes, et projets ont été votés en notre présence par l'Assemblée ayant statut consultatif auprès du Congrès des Peuples ; par notre signature, **nous voulons leur donner force de loi.**

Nous demandons

à tous organes de la société civile d'en assurer la publication,

et au Comité Exécutif du Congrès des Peuples de veiller à son application

A Paris

Le 26 janvier 2013

Roger Winterhalter, Marie-Françoise Lamperti, Yves Angelloz



ASSEMBLÉE CONSULTATIVE

auprès du Congrès des Peuples

- L'Assemblée Consultative auprès du Congrès des Peuples a été créée en 2003 lors de la session de Paris, comme condition nécessaire à la relance de l'activité du Congrès des Peuples. Cette assemblée est constituée de tous individus et de toutes organisations en accord avec l'objectif de la démocratie mondiale. Les organisations sont au nombre de 120 dans une trentaine de pays, ce qui fait de l'ASCOP le collectif mondialiste le plus important au monde. La session de Paris en 2003 a conféré à l'ASCOP un rôle législatif, tandis que les élus au Congrès des Peuples ont un rôle exécutif.
- A l'intérieur de l'ASCOP chaque association garde sa pleine autonomie, mais partage ses projets qui peuvent recevoir le soutien ou la collaboration des autres associations membres. L'ASCOP mène également ses propres projets, tels que les Séminaires d'Etudes Mondialistes, la plantation d'arbres de l'unité mondiale, la journée de l'unité mondiale - journée des Citoyens du Monde, des débats sur Internet, des pétitions ...
- L'ASCOP, en tant qu'assemblée directement liée au Congrès des Peuples, a un règlement, mais n'a pas de siège, ceci afin d'éviter toute contamination par le nationalisme. (D'autres structures mondialistes ont également fait ce choix). Cependant, pour gérer le quotidien de l'activité, il a été nécessaire de se doter d'un ancrage qui permette l'ouverture d'un compte bancaire ou la souscription d'une assurance responsabilité civile. Il peut, bien sûr, y avoir autant de points d'ancrage qu'il y a de nécessités. C'est ainsi que des statuts ont été déposés à la préfecture de Dijon, en vertu d'une décision prise à Brasilia en mai 2009.

Daniel Durand

Assemblée des Citoyens du Monde

Roger rend hommage au travail d'Alain Bal explique que principalement pour des raisons de santé Alain se trouve contraint de cesser ses activités militantes.

Siège social.

Le siège social était au domicile d'Alain Bal. Il convient de le changer.

A l'unanimité moins une abstention, l'association siégeant en assemblée générale décide que le siège social est désormais au local du Registre des Citoyens du Monde, 66 boulevard Vincent Auriol, 75013 Paris.

Bureau de l'association

Par consensus entre les personnes présentes, le nouveau bureau est ainsi constitué :

Secrétaire Générale : Marie Carlens

Secrétaire adjointe : Marie-Françoise Lamperti

porte-parole : Roger Winterhalter

Trésorier : Daniel Durand

Calendrier des prochaines rencontres.

F Forum Social Mondial de Tunis (du 26 au 30 mars 2013) (compter 250 euros + hôtel. S'inscrire auprès de Roger)

- F 5ème Forum Mondial des Droits de l'Homme (Nantes, du 22 au 25 mai 2013)
si plusieurs personnes s'engagent à y participer, un stand pourra y être tenu. S'inscrire auprès de Daniel Durand
- F Semaine de la Solidarité Internationale (novembre 2013) : Au du mois de novembre 2013, une rencontre semblable à celle de Paris (ce 26 janvier) pourrait avoir lieu à Mulhouse (ou Ungersheim)
- F des Jeux mondiaux pour la Paix sont en train de s'organiser pour Djerba. (Tunisie)

Comment communiquer et se faire connaître?

Roger pense que la presse est un formidable canal de communication dès que l'on part d'évènements réalisés ; il faut partir de ce qui existe.

Le Registre des Citoyens du Monde a obtenu une subvention pour développer un Centre de communication qui se situera au siège du registre. On attend le document administratif pour lancer ce projet qui bénéficiera à l'ensemble des institutions citoyennes du monde. Le Centre de communication sera développé essentiellement sur citoyendumonde.org

Philippe Vacheyrout se présente et présente un système qu'il préconise pour des communications sécurisées sans risque pour l'identité individuelle et permettant le vote en ligne et la création de moyens financiers. Philippe Vacheyrout et Olivier d'Argenlieu vont se rencontrer. Yves Angeloz invite Philippe à La Gauthière (Bellegarde sur Valserine) pour une démonstration du système.

Roger, Marie-Françoise, Daniel et Marie vont se voir à Paris ou Mulhouse d'ici quelques semaines.

Clôture de la journée

Avant de clore la journée, les participants ont été invités individuellement à donner leur sentiment. La satisfaction est générale. Pour quelques nouveaux venus, voir les choses du point de vue de la citoyenneté mondiale a été une découverte enthousiasmante : l'Homme est au centre des préoccupations ; des projets humanistes sont en cours ou ont reçu un soutien sans équivoque, même si c'est au terme de discussions parfois un peu longues ; ces projets et ces préoccupations sont partagés, mutualisés, et désormais portés par un plus grand nombre. L'Assemblée Générale a permis d'avoir un éclairage structurel. Plusieurs ont relevé la qualité des débats, de l'écoute, et du travail concret fait dans l'ombre ou dans la modestie. La conclusion revient à une citation d'un ami disparu Jean Cardonnel " Tous les hommes et toutes les femmes sont doués ; il suffit de le vérifier à l'expérience".

Internet : Daniel fait le point de ce qui existe : le site recim.org qui est une bibliothèque de plus de 2000 documents, avec mises à jour quotidiennes d'une dizaine de pages. Pour avoir les dernières nouvelles mondialistes : ouvrir recim.org et cliquer sur "**nouveau**"

Exploitant ces données, plusieurs sites ont été développés : citoyendumonde.fr, citoyendumonde.org, citoyensdumonde.jimdo.com, citoyenmondecameroon.doomby.com, 109.sangneuf.free.fr, citoyendumondehainutbelgique.over-blog.org, et d'autres. Les mises à jour y sont plus difficiles. Tous ces sites contiennent des liens vers recim.org et réciproquement

D'autres sites existent, mais pour notre communication, nous ne pouvons compter que sur les administrateurs (webmasters) qui sont réellement disponibles pour les nouveaux développements.

A noter le souhait de René Wadlow de développer un réel partenariat entre l'Assemblée des Citoyens du Monde et l'association qu'il préside : "Association of World Citizens" <http://www.worldcitizensunited.org/>

La séance est levée à 19 h 15... en chanson

UNE MONNAIE SOCIALE COMPLÉMENTAIRE QUI RÉPOND AUX BESOINS DE PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ ET QUI CRÉE DU LIEN SOCIAL

Cela se passe à Bâle, en Suisse, c'est-à-dire dans un pays où fleurissent les banques d'affaires, où certains mettent leurs avoirs à l'abri des regards indiscrets et... aussi où hélas, il y a des personnes qui sont au chômage, vivent en situation de précarité.

Certains (comme dans d'autres pays) subissent la situation, baissent la tête, s'accommodent de la situation, prennent l'habitude de vivre dans la précarité et l'exclusion, alors que d'autres gèrent le superflu.

Et pourtant, là aussi, il y a des personnes qui réagissent, inventent des systèmes qui leur permettent de vivre autrement.

C'est dans cet esprit, qu'a été mis en place une coopérative un « Réseau d'Economie Sociale Bâle ». Cette coopérative est une organisation locale et régionale destinée à encourager une gestion durable, sociale et écologique des ressources. En ce sens, elle se veut critique face à la globalisation telle qu'elle est pratiquée actuellement sur le marché mondial capitaliste.

La coopérative Réseau d'économie sociale Bâle est un réseau démocratique d'organisations dont chaque membre dispose d'une voix. La participation au réseau est réservée aux organisations gérées démocratiquement selon la règle « un membre une voix ». De même, les organisations membres du réseau s'efforcent, dans leurs activités quotidiennes, de se conformer aux principes de la gestion durable, sociale et écologique. Les membres du réseau sont soit des organisations à but non lucratif de la société civile (des Associations) gérées démocratiquement, soit des entreprises à but lucratif (des coopératives) dans le domaine de la production, du commerce ou de la consommation. Ces dernières doivent prouver que leurs membres (par la règle « un membre une voix ») ont la possibilité de s'exprimer sur les questions relatives à l'engagement et au licenciement du personnel, ainsi que sur l'utilisation du profit dégagé. La coopérative Réseau d'économie sociale Bâle est un réseau démocratique constitué d'organisations gérées également démocratiquement pour assurer notamment le contrôle démocratique de la monnaie alternative et pour promouvoir une économie solidaire.

En fait, le BNB a été créé comme monnaie

alternative en vue de promouvoir l'échange local et régional, soutenir la prospérité locale et encourager un développement durable, social et écologique.

Le BNB est une monnaie alternative produite par la coopérative Réseau d'économie sociale Bâle. La coopérative est seule responsable de cette monnaie.

Le BNB est une monnaie forte. Les BNB peuvent à tout moment être achetés par des francs suisses et revendus contre des francs suisses.

Le BNB est une monnaie transnationale et régionale. Il peut être échangé contre des autres monnaies alternatives en France (Alsace) ou en Allemagne (Baden) - régions qui se trouvent directement à la frontière de Bâle.

Le BNB est protégé contre la falsification par l'emploi de techniques spéciales de fabrication et d'impression. De plus, le BNB est produit par séries dont la validité est limitée dans le temps. Les anciennes séries peuvent être échangées sans frais contre une „nouvelle” série. La première série de BNB a été produite en 2005, la deuxième en 2007. Les deux séries ont été réalisées par une imprimerie qui est membre de la coopérative Réseau d'économie sociale.

Tous les BNB sont couverts à 100% par le franc suisse. Ceci afin d'assurer la confiance et de garantir la liquidité.

Le BNB peut être utilisé comme moyen de paiements par des organisations, entreprises ou personnes qui sont soit dans, soit hors de la coopérative Réseau d'économie sociale. Les organisations ou personnes acceptant les BNB ont gratuitement une mention et une publicité sur www.viavia.ch/netzbon

Le BNB est utilisé également par la coopérative Réseau d'économie sociale comme instrument de micro crédit. Les prêts BNB sont accordés sans intérêts comme crédits de départ pour permettre la création d'organisations de la société civile gérées démocratiquement ou de coopératives. Des prêts BNB peuvent aussi être attribués à des membres de la coopérative Réseau d'économie sociale si celles-ci désirent s'agrandir ou s'engager dans des projets particuliers.

Il faut savoir que ce qui a inspiré la coopérative Réseau d'économie sociale Bâle, ce sont ces nouveaux mouvements sociaux depuis les années 1960, y compris les principes relatifs aux organisations de base et d'économie alternative : le réseau des entreprises coopératives gérées de manière autonome à Mondragon, Espagne - le mouvement ouvrier de gestion autonome aux débuts de l'industrialisation - Le mouvement anarchiste autour de Proudhon et Kropotkin au 19e et début du 20e siècle ainsi que des livres tels que « Das Zeitalter

der Knappheit » ou « Short Circuit ».

En conclusion, nous pouvons dire que cette expérience a le mérite d'exister, de démontrer que cela fonctionne et que l'argent, la monnaie n'est rien d'autre qu'un moyen d'échange (et non de spéculation), un déclencheur d'activités en quelque sorte, utile à la société humaine.

Hans-Georg HEIMANN

A BALE, DES PRATIQUES D'AGRICULTURE URBAINE A LA PORTÉE DE TOUS

Voilà l'enjeu que s'étaient fixé un professeur d'économie solidaire, Isidor WALLIMANN et Hans-Georg HEIMANN, coordinateur d'un Mouvement de chômeurs et de précaires.

Il s'agissait, en fait, de rassembler, de relier des personnes et des groupes de personnes ayant des motivations diverses : (anti OGM - culture bio - adeptes du développement durable, d'éducation populaire, des productions locales auto-suffisantes, militants engagés dans les luttes contre la pauvreté);

Il fallait également les mettre en réseau, développer un concept de consultations et d'actions de formation permanente et... enfin, apprendre à cultiver, à produire sous des formes diverses (culture de jardins, de toits, de balcons, apiculture en ville, etc...)

Tel était l'enjeu que s'étaient fixés les initiateurs du projet et lors d'une récente visite, nous avons pu constater que cela existe, fonctionne et... est susceptible d'inspirer d'autres initiatives du même genre.

En effet, en prenant en compte le manque de surfaces cultivables (ce qui était une évidence dans une ville comme Bâle) les contraintes à la fois écologiques et sociales, des hommes et des femmes se sont réunis et ont effectivement constitué leur Association.

Ils se sont inspirés de l'initiative prise par Michelle OBAMA qui, il y a un an, a pris l'initiative de mettre en place un potager devant la Maison Blanche à Washington. Il s'agissait ni plus ni moins de faire comprendre à des gens de conditions diverses (qu'ils soient riches ou pauvres) qu'une salade, que des légumes proviennent de la terre et

non pas des rayons de supermarchés .

Cette initiative n'était pas unique, l'idée d'une agriculture urbaine provient du fait des quartiers pauvres du Brésil et il paraît que cela existe aussi à Cuba. Il s'agissait tout simplement d'apprendre ou de réapprendre à se nourrir et notamment dans les villes et ne pas devenir dépendants des multinationales agroalimentaires.

En fait, la maxime d'Isidor WALLIMANN se résume à ces quelques mots : « tous les individus, là où il vivent, doivent prendre conscience d'où proviennent les produits qui les nourrissent, qu'ils consomment »

Isidor est à la fois professeur d'économie solidaire, sociologue. Il est retraité mais loin d'être en retraite et... il a donc lancé cette idée, constitué une Association d'agriculture urbaine à Bâle, dont il a pris logiquement la présidence. Les 25 membres fondateurs de cette Association ne se préoccupent pas des marges bénéficiaires, des spéculations qui en découlent. Ils se basent uniquement sur les besoins quotidiens pour se nourrir dans de bonnes conditions, sur les règles à observer pour produire et les coûts que cela entraîne.

Pour être en règle avec l'administration locale, ils ont même obtenu le droit de cultiver sur le toit. Et c'est ainsi que l'on peut découvrir sur le toit d'un bâtiment situé dans une arrière-cour d'un bar, des herbes aromatiques, des fraises qui seront utilisées pour la confection de cocktails. Certes, il ne s'agit pas dans ce cas précis de produire des légumes de base mais de démontrer que les produits qui sont importés par les grands distributeurs peuvent être cultivés sur place à peu de frais.

Par ailleurs, les promoteurs de cette expérience «hors normes», ont pris conscience et veulent nous faire prendre conscience que pour nourrir une personne, il faut environ 50 à 60 m² de surface cultivable. Evidemment, cette expérience ne prétend pas solutionner les besoins alimentaires de l'ensemble de la Suisse mais... il s'agit en fait d'un exemple concret de prise de conscience, démontrant que chacun est responsable de sa nourriture.

Cette initiative ignore totalement les contingences du marché traditionnel : on ne parle pas de pénurie, du manque d'eau, des problèmes de transports, de rareté.

On constate que dans les plates-bandes qui décorent les jardins publics, il y a des choux à titre décoratif et on se dit : « et pourquoi pas les cultiver sur son balcon ? non seulement pour le plaisir des yeux mais aussi pour tout simplement s'alimenter »

Et c'est ainsi que l'on découvre des espaces de culture insolite : une arrière-cour encombrée précédemment par des voitures, le toit d'un garage,

un balcon... Dans une cour intérieure, on découvre même des ruches d'abeilles, car il paraît même que la ville est un terrain privilégié pour les abeilles.

Fort de ces expériences, l'Association a mis en place une action d'information, de formation permanente, de consultations, d'accompagnement de projets divers et variés. Le lien a également été fait avec les jardins dits « familiaux » et tout cela dans un esprit de mise en commun, d'échange, de partage.

A Mulhouse, certaines Associations d'insertion font de la rénovation de logements pour des personnes en situation de précarité ; la construction d'un éco-quartier est également à l'étude avec des jardins communautaires.

Et... l'idée a été retenue pour s'associer à cette expérience bâloise et de mettre en réseau et en lien, nos idées et nos expériences, car nous restons persuadés que **le lien est plus important que le bien.**

Brigitte CARRAZ

Cyber-projets

Description de la structure :

Le cyber-projets est une salle équipée de plusieurs postes informatiques et de plusieurs animateurs.

Cette structure, qui a pour objectif principalement d'aider les personnes dans leur recherche d'emploi, propose entre autre les services suivants :

- F - Un accès à l'outil informatique et aide à l'utilisation de cet outil informatique
- F - Une aide à la recherche d'emploi
- F - Une aide à toutes démarches administratives
- F - Des formations à l'utilisation de l'outil informatique
- F - Un accompagnement au lancement et à la gestion de nouveaux projets
- F - De la recherche de subventions
- F - Des actions spécifiques dédiées aux femmes
- F - D'autres actions spécifiques
- F - Un accompagnement social des personnes en externe (aide à la recherche de logement, rendez-vous avec une psychologue, cours de conversation française, groupes de parole, prêt solidaire, mutuelle solidaire, tourisme solidaire, restaurant solidaire ...)
- F - Une mise en relation des personnes (dans le cadre d'une dynamique de réseau national et transnational)
- F - Une mise en situation pratique des personnes (par le biais d'ateliers participatifs)
- F - ...

Et tout ceci gratuitement, grâce à l'aide obtenue du Fonds Social Européen.

LE GROUPE DE PAROLE DES CHÔMEURS

Nous partons d'une volonté clairement affichée de redonner la parole à celles et ceux qui vivent dans la précarité. En fait, il s'agit

F de lutter contre l'isolement des personnes

F de permettre l'accès aux droits, aux institutions, à la vie collective, citoyenne et associative.

C'est un projet qui est encore à ses balbutiements mais qui est très prometteur et dont les acteurs principaux sont les personnes en précarité.

C'est ainsi que nous nous rencontrons **tous les 1ers mercredis du mois à partir de 18h00.**

Au cours de ces réunions, chacun est invité à prendre la parole et exposer les difficultés rencontrées au quotidien, à échanger et proposer éventuellement eux-mêmes des solutions à travers leurs diverses expériences. C'est un moyen de reprendre confiance en soi et de renouer le contact. Chacun devient acteur et les aidés deviennent les aidants.

Par ailleurs, des rencontres dans les associations se multiplient et des problèmes tels que le RSA, le surendettement, le logement, etc, resurgissent inlassablement, ce qui donne lieu à des réunions à thèmes.

A partir de ces réunions, il s'agira d'élaborer des fiches d'information qui pourront être distribuées dans les associations.

Dans le même temps et dans le cadre de la lutte contre le chômage, les difficultés rencontrés par les personnes face à Pôle Emploi sont répertoriées et présentées aux CDL (Comités Départementaux De Liaison) en association avec le MNCP (Mouvement National des Chômeurs et Précaires) afin d'agir contre les dysfonctionnements et les abus de Pôle Emploi.

En général, ce sont des réunions dynamiques durant lesquelles les personnes arrivent bien souvent remplies de doutes et de timidité, mais qui se révèlent alors pleines de ressources inconnues d'elles-mêmes jusque là.

Nous y rencontrons toutes sortes de publics :

F chômeur énervé, désabusé et/ou actif

F personne âgée, souvent isolée

F stagiaire

F personnel associatif, bénévole

F blagueur du coin

F le surendetté

F le dépressif

F la mère isolée

F etc.

Tant de personnalités à la fois différentes mais complémentaires.

Une technique de prise de parole est élaborée afin que **chacun puisse être écouté et écouter à son tour**. Un rôle est donné à chacun : prise de notes sur paperboard des idées essentielles, un gardien du temps, un secrétaire, un modérateur d'émotions et bien sûr un animateur.

Cependant, la difficulté principale reste la mobilisation des personnes ; réveiller leur intérêt, motivation et persévérance.

L'enjeu est donc de les amener à réaliser que ce sont elles qui sont les acteurs de leur vie et que nous ne sommes que des moyens pour y parvenir. Que nous avons besoin d'échanger, partager des compétences et des savoirs.

En conclusion, nous pouvons dire que cette expérience a le mérite d'exister et que c'est avec le temps, que nous réaliserons vraiment sa portée. Lorsque les personnes auront retrouvé leur dignité et l'envie de la partager à leur tour.

PLANÈTE 13 : ON ACCUEILLE LES SANS-LOGIS, LES SANS-TRAVAIL, LES SANS-PAPIERS ; ON SE FORME ; ON REPREND ESPOIR

Cela se passe à Bâle : ils sont bénévoles (le team comme ils disent) ils sont tous précaires et animent un lieu de rencontre, équipé par 30 ordinateurs, fréquenté en moyenne par 2500 personnes par mois.

Quand on nous a, pour la première fois, parlé de cette expérience, on s'est dit : « ils exagèrent, c'est presque incroyable » et... quand on s'y est rendu sur place, on a conclu par ces mots : « c'est vrai !!! »

En fait, Planète 13 est, comme son nom l'indique, une planète un peu spéciale, atypique par rapport aux autres planètes qui illuminent le ciel et... pourtant, elle se trouve en plein milieu de la ville de Bâle.

C'est en Automne 2004 que l'idée est née, a germé en quelque sorte. Il s'agissait de rechercher un lieu où l'on peut avoir des informations sur la vie courante, une formation adaptée aux besoins primaires, un endroit où l'on peut avoir gratuitement accès à Internet.

Mais... au delà de cela, il s'agissait également de trouver un endroit calme, convivial, où chacune et chacun peut s'asseoir, boire tranquillement un verre d'eau, un café, échanger, se sentir moins seul....

Pour cela, il fallait non seulement trouver des ordinateurs, mais également des personnes compétentes dans ce domaine et... aussi un lieu.

Les idées fusaient, se multipliaient mais restaient au stade des idées.

Une Conférence sur la pauvreté avait été organisée et ensuite, un repas des Millionnaires et lentement, mais sûrement, les initiateurs du projet étaient convaincus qu'il fallait dépasser le stade de la discussion, qu'il fallait passer de l'idée à la réalisation.

C'est ainsi que ces débats, les interpellations permanentes ont trouvé un écho favorable et notamment auprès de certaines personnalités de la Ville de Bâle qui ont invité les promoteurs du projet à un Apéro le 9 septembre 2005.

Et c'est au bout d'innombrables discussions qu'on a abouti le 9 janvier 2006 à la création de l'Association « Planète 13 » qui a permis de réunir des personnes en situation de précarité qui, souvent, vivent à l'ombre du monde du travail, des chômeurs,

ainsi que des personnalités du monde culturel, politique, des travailleurs sociaux, des juristes, des sociologues, des journalistes qui s'intéressaient à la démarche et manifestaient leur solidarité active. Une Fondation suisse a également assuré le financement des locaux et certains investissements.

Et... l'utopie est devenue réalité.

Aujourd'hui, les visiteurs disposent gratuitement non seulement d'ordinateurs mais sont aidés dans leurs recherches, des cours de formation sont organisés. Des formateurs expérimentés forment des personnes capables de former à leur tour d'autres personnes. Les cours d'allemand sont organisés sur le même principe.

Des soirées culturelles, des séminaires sont proposés. L'accueil des enfants est assuré, des films pour enfants sont projetés, des conteurs s'expriment et... bien d'autres choses encore.

On peut y lire les journaux, discuter... En un mot, on y découvre ou redécouvre un esprit communautaire, on se sent moins seul.

Et tout cela est managé par ce qu'on appelle le « team » constitué par 16 à 20 utilisateurs qui assurent une présence bénévole et permanente. Ils se réunissent toutes les semaines en présence d'un représentant du Conseil d'Administration et débattent ensemble des questions de fond et de fonctionnement qui se posent au quotidien et organisent les permanences de la semaine.

Ces réunions hebdomadaires sont animées par les 2 porteurs principaux du projet, qui se refusent néanmoins de se prémunir d'un titre quelconque. Ils font certainement autorité tout en n'étant pas autoritaire.

Parallèlement, il y a un Conseil d'Administration composé par des personnes extérieures, connues et reconnues pour leurs compétences, leur esprit de solidarité. Ils sont en quelque sorte les ambassadeurs vis à vis du monde extérieur.

Il y aurait évidemment beaucoup de choses à rajouter, mais... le plus important est de dire **que cela existe et que rien ne devrait nous empêcher de nous en inspirer.**

Roger WINTERHALTER

UN MAGASIN POUR RIEN !

(« ein Umsonstladen » comme on dit en allemand)

UNE INITIATIVE A CONTRE-COURANT

Voici une nouvelle expérimentation lancée par la Maison de la Citoyenneté Mondiale de Mulhouse.

Une UTOPIE, diront certains ! Une UTOPIE REALISTE, répondront d'autres. Cette réalisation illustre, en fait, concrètement cette belle proposition formulée par l'anthropologue Mark Anspach : « On ne donne pas pour recevoir mais pour faire vivre une relation ».

En effet, dans un monde où les uns gèrent le superflu, **alors que d'autres vivent dans la pauvreté et l'exclusion**, un petit groupe d'hommes et de femmes ont décidé de réagir.

Leur ambition était très simple, elle découlait du bon sens : ils voulaient démontrer que nous vivons dans une société où règne l'abondance et où la rareté est une invention d'un système qui provoque le désir des « clients » pour les inciter à une consommation à outrance.

Ce pari, qui était dans le domaine du possible à condition d'y croire, de faire, au lieu d'en parler, **a été pleinement réalisé** car celles et ceux qui se sentaient initialement motivés, intéressés, interpellés, par cette démarche, s'y sont associés et ont été, à leur tour partie prenante qu'ils soient riches ou pauvres : *noirs, basanés ou blancs*.

En fait, il s'agit tout simplement d'amener des objets divers, utiles, en bon état, dont ils n'ont plus l'usage et qui peuvent servir à d'autres. Ces objets sont réceptionnés, inventoriés, stockés, mis sur le marché de la solidarité, c'est-à-dire distribués gratuitement à celles et ceux qui passent dans le Magasin pour Rien.

Les visiteurs peuvent emmener jusqu'à trois objets, sans rien apporter en contrepartie, sans rien payer. Ils n'auront pas besoin de se justifier, de prouver qu'ils vivent sous le seuil de pauvreté : ce seront des pauvres, des moins pauvres, des plus riches.... Il n'y a pas de tricheurs. On ne dira plus (en parlant des précaires) : « ils bouffent à tous les râteliers » car les râteliers seront ouverts à tout le monde. Cela nous donne l'occasion de constater que sur cette terre, on peut, si on veut : **vivre ensemble, apprendre à nous enrichir de nos diversités**.

Ceci étant précisé, rien ne doit empêcher celles et ceux qui en ont les moyens, de mettre une pièce, un billet dans une « cagnotte solidaire », pour faire face aux frais de location du local et aux menus frais de fonctionnement. Cela n'est pas une obligation, mais une possibilité qui reste ouverte.

A la lecture de ce qui précède, certains vont s'écrier « c'est hallucinant, irréaliste, illogique ! La gratuité n'existe pas ! » Et... les plus réalistes rajouteront : « chaque objet a une juste valeur !! » Paroles de toute sagesse, qui nous ont amenés à accepter que les 358 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 2,3 milliards les plus pauvres !!!

Voilà pourquoi les personnes qui sont à l'initiative de cette expérience ont dit **NON** ! En alsacien, on dit « jetza langts mer han jetz d'nasa voll » et en français, on dit aussi « ça suffit, on en a plein le nez »

Nous refusons la charité où l'on se penche sur le malheur des autres.

Nous voulons nous mettre à la hauteur de l'autre, des autres, de tous les autres.

Nous voulons, à notre manière, créer du lien, car ne l'oublions pas, le lien est plus important que le bien.

Nous disons que l'utopie de la solidarité et du partage est aujourd'hui possible, par le fait même que l'utopie de l'appât du gain, de l'accumulation, existe.

Et c'est ainsi que tous ensemble, nous essayons de démontrer à l'usage, à l'expérience, qu'au lieu de s'exciter à acheter pour vendre plus cher, quitte à perdre sa vie, à force de vouloir la gagner, à produire, à fabriquer des objets le plus souvent inutiles, on peut apprendre à réutiliser, à réparer, à recycler, à redistribuer, à remettre en circuit, gratuitement, des objets répondant à des besoins réels.

Roger Winterhalter

« La Table de la Fonderie », le restaurant solidaire de Mulhouse

Depuis 2009, l'association *Cité Solidaire* met au goût du jour le principe de mixité sociale grâce à son nouvel espace de solidarité : **La Table de la Fonderie, restaurant solidaire**. Ce restaurant se situe au 21, rue du manège, au coeur du quartier de La Fonderie, fortement identifié à son passé historique industriel par la présence de la SACM.

Pour Brigitte , « *La Table de la Fonderie doit donner la possibilité à tous de venir apprécier, dans un même espace, un moment de détente et de plaisir au restaurant* ». C'est pourquoi, le conseil d'administration de l'association, composé de huit membres, s'attache à travailler sur trois actions principales : la politique tarifaire, l'insertion sociale et économique, et l'animation du lieu.

La politique tarifaire

Le restaurant vous propose chaque midi, du lundi au vendredi, un menu du jour complet. Composé d'une entrée, d'un plat et d'un dessert, le menu se différencie uniquement sur le prix : plein tarif (10€) ou tarif solidaire (6€). Le tarif solidaire, comme outil d'accessibilité au plus grand nombre, est à destination des personnes à faibles ressources comme les demandeurs d'emploi, les personnes au RSA ou autres minimas sociaux et les étudiants.

L'insertion sociale et économique

Agréé chantier d'insertion par les services de la direction du travail, le restaurant accueille une équipe de huit salariés maximum, embauchés en contrat d'insertion de six mois renouvelable jusqu'à deux ans. En cuisine, on trouve un chef cuisinier accompagné de deux cuisiniers en insertion et de deux stagiaires. Au service, une responsable de caisse accompagne trois personnes à l'organisation générale du service. Toutes ces personnes en démarche d'insertion socio-économique, sont elles-mêmes suivies par la coordinatrice du projet, dans une dynamique de formation continue.

Et si vous voulez en savoir plus, retrouvez toutes les informations nécessaires sur notre site Internet **www.table-fonderie.fr**.

Roger Winterhalter

Tissons des liens

Quel beau slogan, pour celles et ceux qui, résolument, passionnément sont persuadés que le LIEN entre les humains, est bien plus important que le BIEN.

Mais de quels humains s'agit-il ?

Eh bien, c'est bien simple, dans notre esprit, il ne peut s'agir que de celles et ceux qui ne sont pas habituellement sur le devant de la scène.

Et... cela pour la bonne raison qu'ils vivent dans des situations de précarité . En d'autres termes, ils ont du mal à trouver les ressources pour manger, pour dormir car ils ont peu de revenus et souvent pas de travail rémunéré.

Et ... pourtant et ... pourtant, ils résistent, ils se révoltent et ... ils rêvent qu'un autre monde est non seulement nécessaire mais possible.

Bien souvent, ils sont accompagnés, soutenus par des personnes qui ne se contentent pas à faire des actions charitables, mais qui sont solidaires de ce combat, pour la dignité.

Et... c'est au coude à coude, qu'ils avancent, qu'ils progressent, qu'ils expérimentent de manière de VIVRE ENSEMBLE, de partager l'avoir, le savoir et le pouvoir. Ils inventent des Mutuelles et des Prêts Solidaires, des Magasins pour Rien, des restaurants solidaires etc.... Ils se retrouvent dans des groupes de chômeurs et sont devenus des interlocuteurs reconnus au niveau du Pôle Emploi. En un mot, ils sont respectés, ils ont appris à se serrer les coudes au lieu d'en jouer.

Et... en Allemagne et en Suisse, on assiste au même phénomène. Là aussi, le fossé entre les « nantis » et les « exclus » ne cesse de se creuser. Là aussi, des hommes et des femmes s'organisent, ripostent, imaginent autre chose. Au-delà des frontières, au-delà du Rhin, ils ont appris ensemble à lever le poing, à se tendre la main.

Et c'est dans ce contexte, dans cet état d'esprit que nous avons conçu un projet assez « fou » un projet qui a reçu le soutien de la Communauté Européenne. Le projet consiste à entendre de part et d'autres, à la fois les cris de désespoir, de révolte, de celles et ceux qui bien souvent, sont « exclus » de notre société, mais aussi les cris d'espoir, les rêves, les utopies qui parfois deviennent des réalités.

Et c'est ainsi qu'ils ont pris l'habitude de se retrouver, de se rencontrer, de se parler pour mieux se comprendre.

Ils ont pris l'habitude de se raconter leurs histoires, d'évoquer leurs rêves, etc... etc... avec l'aide de professionnels (qui bien souvent, vivent également des situations difficiles). Ils sont en train de monter une pièce de théâtre assez originale. La pièce devra nous permettre de reprendre tout ce qui vient d'être évoqué, c'est-à-dire le désespoir et l'espoir.

Pour le moment, nous sommes au stade de la Rencontre, de l'Apprentissage et nous espérons bientôt, être en mesure de nous produire, d'être entendus et... si possible être en mesure de peser sur notre environnement, de changer la vie.

L'avenir nous dira s'il s'agit d'une illusion ou d'une utopie en passe de devenir réalité.

Roger Winterhalter

UNE COOPERATIVE A UNGERSHEIM POUR MUTUALISER, SOUTENIR ET PROMOUVOIR DES EXPERIENCES ALTERNATIVES .

A Ungersheim, une nouvelle logique est en marche.

La petite commune de 2000 habitants, située entre Mulhouse et Colmar, est engagés depuis longtemps à faire émerger de nouvelles formes d'organisations et de nouveaux outils de travail respectant les hommes et leur environnement.

C'est dans ce cadre qu'Ungersheim s'est fortement impliqué dans la mise en place de l'Agenda 21. La commune et ses habitants ont construits de nouvelles méthodologies applicables à leurs projets et dans une volonté de développer la démarche de conscientisation des citoyens, se sont engagés **dans la démarche de la transition**.

Ce mouvement est né en Angleterre dans la petite ville de TOTNES et consiste à permettre aux citoyens de se réapproprier leurs manières de vivre avec les futurs enjeux écologiques cruciaux. En effet, la transition pari sur la capacité de résilience de notre société et permet une anticipation de la fin du pétrole bon marché.

Dans ce contexte, Ungersheim vise 3 objectifs : L'autonomie intellectuelle, alimentaire et énergétique.

La commune a mis en place la démocratie participative, promeut le commerce équitable (Titre national « territoire de commerce équitable »), a initié la construction de la plus grande centrale solaire d'Alsace, a retiré tous les produits phytosanitaires et engrais chimiques dans la gestion des espaces verts de la commune, a participé à la création d'une exploitation maraîchère bio en chantier d'insertion, etc... Le village est actuellement en train de travailler sur un projet de monnaie complémentaire locale.

C'est dans le cadre de toutes les actions entreprises par la commune et en partenariats avec les associations locales engagées, qu'un projet de création d'une société coopérative d'intérêts collectifs est né. Le projet a pour but de créer une entité regroupant tous les acteurs militants, qu'ils soient associatifs ou institutionnels. Cette société aura pour objet en premier lieu **la mutualisation** d'un commercial travaillant à la prospection de marchés pour le maraîchage implanté sur la commune. Les autres fonctions qui seront développées dans un second temps sont le comptoir

de la monnaie local, une conserverie, une micro-brasserie et une unité de production d'énergie par la biomasse. Le tout dans les principes fondamentaux de bases de la transition qui seront les piliers de l'action de la SCIC.

Cette entité aura aussi pour but **d'essaimer le principe de la transition** et de faire connaître les actions engagées sur le territoire national mais aussi international dans le domaine de la responsabilisation environnementale. Cette transmission s'effectuera par la SCIC par l'organisation de formations et de stages à la sensibilisation aux nouvelles pratiques écologiques.

Dans ce domaine, les actions entreprises par Ungersheim sont une ressource importante. Mais comment réussir à communiquer immédiatement sur ces actions ou sur ces projets ?

La Maison de la Citoyenneté Mondiale, en tant qu'association et lieu d'échange et de fraternité mondial, dispose de la connaissance d'un **réseau national** alternatif et militant dont une des prérogatives est la diffusion d'informations. Ce réseau s'appelle RITIMO et dispose d'une infrastructure et de lien avec une quantité importante d'organisations de solidarité internationale et militante sur tout le territoire. Il dispose aussi d'une base de données conséquente autour des grands thèmes de société (Agriculture, solidarité, Environnement...) et un fond documentaire exhaustif. Un des points importants reliant le projet de création de la SCIC à Ungersheim en partenariat avec la MCM et le réseau RITIMO est la centralisation des informations et actualités des partenaires RITIMO via un site internet accessible à tous et reconnu. Cette mise à jour permanente se fait de manière automatique via un flux RSS reliant l'information sur le site partenaire au site central RITIMO.

La transition est un état d'esprit centrée sur le changement mais aussi sur le partage, et le réseau RITIMO permettra une mise en relief des actions menées par la SCIC via la Maison de la Citoyenneté Mondiale auprès d'un grand nombre de structure conformément aux principes de partage, de solidarité et de liberté de l'information que défendent ces organisations.

Mutuelle et prêts solidaires

Les motivations actuelles ne sont-elles pas identiques à celles de 1947 : se serrer les coudes, se protéger de l'usure... Mais comme les institutions créées à l'époque ont dû s'adapter au fil du temps, s'éloignant plus ou moins des principes de départ... et comme la précarité s'est amplifiée, la solidarité est à réinventer. « Peut-on éliminer la pauvreté en France ? »

Les propositions d'Alain Leroux ont donné des idées à des Alsaciens...

Depuis deux ans, des Mulhousiens se retrouvent mensuellement à la Maison de la Citoyenneté Mondiale pour la Mutuelle Solidaire. Une démarche expérimentale, qui repose à la fois sur la réflexion et sur l'action.

À l'ordre du jour : échanges autour d'un thème, partage financier et octroi de micro crédit.

Par militance ou par nécessité, une bonne douzaine d'actifs, de chômeurs, de retraités... de 22 à 80 ans viennent s'écouter les uns les autres et s'enrichir. S'exprimer grâce à l'attention des autres, s'inspirer de l'expérience d'autrui... Et s'aider financièrement. Du grand Art pour relier les gens, le retour au vrai art-gens !

Les thèmes abordés permettent de travailler sur la notion de besoin et leur priorisation. Mais aussi de réviser notre regard sur la pauvreté et les personnes qui vivent cette situation :

- F** pour les « riches en santé, en travail... » de sortir de tous les préjugés autour de la pauvreté;
- F** pour les « pauvres en argent » de sortir du sentiment de honte le plus souvent vécu et se réapproprier leur propre vie.

Avec l'idée de sortir du paradigme de la rareté instauré par les publicitaires, marchands et consorts... pour nous situer dans celui de l'abondance.

Le partage financier est simple et rapide. Selon le principe mutualiste, chacun cotise 30 Euro. On affecte alors 1/3 du montant à un projet collectif solidaire et les 2/3 restants sont distribués aux personnes qui déclarent qu'elles vivent sous le seuil de la pauvreté, sans avoir à se justifier. (Chacun reçoit une partie forfaitaire plus une partie proportionnelle au nombre de personnes de son foyer.) La somme est ainsi intégralement redistribuée.

C'est toujours dans cet esprit de non justification et de confiance qu'est abordé le Prêt Solidaire : l'ambition est de mobiliser les moyens des membres et les moyens des personnes qui empruntent afin de résister conjointement aux mécanismes de paupérisation.

L'idée est arrivée par Astrid qui, bien qu'en situation très modeste, préférerait obtenir un dépannage plutôt qu'un secours. Les réflexions ont débouché sur trois constats :

- Ø la précarité est renforcée par les pratiques de la plupart des banques ;
- Ø l'emprise de la publicité réduit ou détruit les capacités des consommateurs quant aux choix de vie ;
- Ø la nécessité de se raconter et de se justifier pour l'obtention de toute aide est insupportable.

D'où l'idée de micro-crédit sans intérêt, destiné à des dépannages, sans aucun justificatif de revenus (ce qui n'empêche pas de parler des ressources et des charges si elles ont un impact sur la situation globale), pour soustraire les emprunteurs de la pression bancaire traditionnelle

Les demandes sont exposées oralement devant tout le groupe qui, fort de l'expertise de chacun, décide par consensus basé sur la confiance et sur le fait que servir une personne qui n'en aurait pas besoin empêche d'en aider une autre qui en aurait vraiment besoin.

Depuis son lancement le 18 novembre 2010, environs 5000 Euro issus de dons, prêts (à durées indéterminée et déterminée) et cotisations ont déjà permis d'aider 6 foyers avec des prêts de 50 à 500 Euro (remboursements mensuels adaptés aux possibilités de l'emprunteur). Ces personnes peuvent ainsi anticiper des rentrées d'argent ultérieures. Un couple va pouvoir préparer la naissance du bébé, une personne âgée soigner ses dents, un homme finir ses études, une femme acheter un lave-linge... sans se ruiner en intérêts et sans avoir de dossier compliqués à remplir.

Face à la misère agricole au milieu du 19^e siècle, un mouvement mutualiste est né en Rhénanie, débouchant notamment sur le Crédit Mutuel. 150 ans après, les Alsaciens sont de retour avec un nouveau concept de mutuelle et de crédit solidaires.

Chantal Lacker